



Xavier Gómez ©

Cynthia McKinney avec l'avocat Jordi Palou-Loverdos, du Forum International pour la Vérité et de la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs

"Occident nourrit les conflits en Afrique"

Une activiste nord-américaine atteste en Espagne pour les morts au Ruanda et au Congo

MARICEL CHAVARRÍA
Barcelone

Les exportations d'armes, non seulement elles sont un bénéfice en soi, mais aussi parfois une stratégie pour des objectifs plus rentables. Cynthia McKinney, ex congressiste nord américaine, fut envoyée par Clinton en 1996 pour porter sa politique aux Grands Lacs - "j'ai accusé son administration de complicité dans les crimes de guerre au Congo, de provoquer un génocide" -, a t'elle déclaré mardi à l'Audiencia Nacional (Tribunaux espagnols) pour la plainte déposée par le Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs.

"Ce que voulait mon gouvernement -expliquait hier McKinney à La Vanguardia- ce n'était pas le meilleur pour les Congolais : Clinton m'a voulue là parce que il était intéressé a avoir sur place une afro-américaine dans laquelle Kabila pourrait faire confiance : même si Mobutu était techniquement le Président du Congo, celui qui accordait des concessions minières c'était lui (Kabila)".

Le jeu dénoncé par McKinney et le Forum pour la Vérité et la Justice - sur ce que l'on considère comme des évidences- était le suivant : le dirigeant d'alors, le rebelle Kabila avançait dans le territoire avec les troupes du FPR (Front Patriotique Rwandais) échangeant des armes et de l'argent provenant d'Occident pour promesses de concessions minières qui seraient effectives en conquérant un territoire riche en or, diamants, coltan (le matériel d'appareils électroniques), etc. Et celles-là seraient officielles une fois il arriverait à la présidence. "En octobre 96, Kabila a commencé à attaquer les camps de réfugiés hutu au Congo et en juillet il avait déjà conquis tout le pays", explique l'avocat et médiateur Jordi Palou, qui accompagne McKinney dans sa visite en Espagne. Le Rwanda, un pays aussi grand que la Catalogne, a réussi à conquérir en moins d'un an un autre pays (le Congo), cinq fois plus grand que l'Espagne.

"Voici : les intérêts commerciaux combinés avec un commerce illicite d'armes qui nourrissent une guerre pour générer des bénéfices. Une guerre qui a pris 7 millions de vies parmi lesquelles des rwandais (hutu et tutsi) et des Congolais", accuse l'ex congressiste de la Géorgie que Bush a réussi à chasser après avoir accusé son administration de mentir dans le 11-S.

Mais ce (la plainte) qui a commencé par être admise par la justice espagnole comme une accusation aux hautes charges de l'État du Rwanda pour l'assassinat de 9 expatriés espagnols a fini par se convertir en ce dossier qui cherche justice pour tous les morts des années 1990 à 2002. Démontrant en plus les responsabilités des Compagnies minières (européennes, canadiennes, mais, surtout Nord-Américaines). « Ce que l'Occident perçoit comme des luttes tribales, ce sont - ajoute Palou - des haines dirigées pour obtenir des bénéfices en profitant du chaos. »

Cette action de plainte serait la première fois en Europe où l'on parvient à rattacher judiciairement les intérêts économiques avec les crimes de guerre. "Tenant compte de l'histoire de l'Europe en Afrique, ce serait très approprié", a conclu aujourd'hui celle qui est considérée dans ses terres du sud de l'Amérique, comme l'héritière de Martin Luther King.

"C'est louable que vous ayez en Catalogne un Institut pour la Paix. Peut-être l'Espagne pourrait-elle avoir un Ministère entier pour la Paix ? non ? À mon pays cela coûtera un peu plus d'arriver à ceci, ha, ha"!.
